

# **Critique des autres plateformes présentées au congrès du NPA**

## **Sommaire**

### **I) Critique de la plateforme X**

I.1 : La direction sortante refuse de faire son propre bilan, reste obnubilée par la GA et « oublie » les milliers de camarades qui ont quitté le NPA sur la pointe des pieds

I.2 : L'orientation de la PX préserve soigneusement les possibilités d'alliance avec les réformistes

### **II) Critique de la plateforme Y**

II.1 : Sur la démarche transitoire : la plateforme Y au milieu du pont

II.2 : Au-delà des textes de congrès, questions à la plateforme Y

### **III) Critique de la plateforme W**

La plateforme W ne propose pas, malgré ses objectifs affichés, de faire changer le NPA de cap

# D) Critique de la plateforme X

## I.1 : La direction sortante refuse de faire son propre bilan, reste obnubilée par la GA et « oublie » les milliers de camarades qui ont quitté le NPA sur la pointe des pieds

Le premier point à l'ordre du jour du congrès est le bilan du NPA, mais la majorité de la direction sortante (PX) refuse de proposer le sien. La contribution de Galia fait mine de ne pas comprendre la question : « *Quel bilan, de qui ? Le bilan de l'ancienne équipe de direction qui a créé la GA ? Le bilan de ceux qui ont milité pour éviter autant que faire se pouvait la rupture alors que d'autres voulaient l'accélérer ? Le bilan de la A qui a mené la présidentielle ? Le bilan de la Fraction L'étincelle ? De la Claire ?* » Le bilan du parti ne se réduit certes pas à celui de la direction, mais il intègre tout de même en bonne place le programme qu'elle a défendu, les orientations et axes d'intervention qu'elle a proposés (ou non). Or les camarades de la PX sont bien au centre de la direction depuis le début :

- Ces camarades et la majorité de celles et ceux qui allaient constituer plus tard la GA formaient la majorité de la LCR et encore la P1 au congrès de 2011. Le bilan du NPA, c'est d'abord le bilan de cette majorité qui l'a créé avec des textes délibérément flous et l'a dirigé sans donner la priorité aux luttes jusqu'à la CN de 2011.
- La majorité a ensuite changé car les camarades qui ont constitué la GA ont refusé la campagne Poutou : la « P1A » a passé alors un accord au sommet avec la P2 sur la base d'un texte sans contenu de 20 lignes pour les seules élections. La campagne indépendante de notre candidat ouvrier a permis d'éviter le pire, en nous mobilisant pour défendre quelques idées anticapitalistes à une échelle de masse ; mais elle n'a pas résolu la crise, ni relancé le parti. L'alliance P1A/P2 a explosé dès la CN de juillet.

Or, plutôt que de revenir sur ses choix à chaque étape, de mesurer leurs résultats, quitte à assumer un minimum d'autocritique, **la direction sortante pousse l'arrogance jusqu'à faire comme si elle n'avait aucune responsabilité !** « *Notre crise, écrit Galia, c'est fondamentalement la conséquence de l'abdication d'un groupe dirigeant* » (la GA). Comme c'est facile ! En réalité, **la crise du parti a commencé bien avant la rupture de la GA** : affrontement sur les régionales à l'automne 2009, incapacité d'intervenir de façon cohérente et centralisée à l'automne 2010 et surtout départ des milliers de camarades qui n'étaient pas à la LCR ou dans un autre groupe, qui avaient rejoint le processus NPA en y cherchant une voie de radicalisation et qui sont reparti-e-s non pour rejoindre le Front de gauche, mais par déception.

**C'est à ces mêmes camarades « oublié-e-s » aujourd'hui par la direction qu'elle n'a su proposer hier ni programme cohérent, ni orientation claire, ni fonctionnement démocratique satisfaisant, ni vraies formations.** Quand on est obnubilé par le FdG, les questions électorales et, en interne, les accords au sommet, on ne peut voir que midi à sa porte... et on laisse sur le seuil les prolétaires et jeunes radicalisé-e-s qui cherchent la voie d'entrée révolutionnaire. Pour regagner ces camarades et des milliers d'autres en cette période de crise du capitalisme, il faut rompre avec cette logique, avancer vers la refondation révolutionnaire du NPA.

## **I.2 : L'orientation de la PX préserve soigneusement les possibilités d'alliance avec les réformistes**

Les formulations de la PX sont si sinueuses qu'il est difficile de les comprendre à première lecture. Il faut analyser de près les points 10-11 de son texte sur la France :

- L'« *opposition de gauche* » vise à « *poser la question de l'alternative politique nécessaire pour sortir de la crise, un gouvernement contre l'austérité* ». Mais **peut-on sortir de la crise en rompant avec l'austérité, sans sortir du capitalisme ?** C'est la solution « keynésienne » des réformistes. Et c'est ce que suggère la suite : « *la politique (des classes dominantes) a engagé l'Europe dans la récession* » : la récession serait due à une mauvaise gestion du capitalisme, non à une crise structurelle (suraccumulation) ! Dès lors, la « *réponse à la crise commence par le changement du rapport de force pour imposer une autre répartition des richesses* » ; en fait, cela ne ferait qu'aggraver la crise en diminuant le taux de profit : c'est justement pour cela (entre autres) qu'il faut sortir du capitalisme !

- Certes, la PX rappelle qu'il faut « *exproprier sans indemnité ni rachat les banques pour les socialiser dans un monopole public* » et « *socialiser les grands groupes industriels* ». Cependant, tant qu'on refuse de dire qu'il s'agit de renverser le capitalisme et l'État, ces mots d'ordre restent des abstractions. Or la PX les articule avec l'idée que « *les États doivent être en mesure de contrôler et de diriger l'activité économique* », non soumis à « *l'oligarchie financière* ». Elle préconise notamment « *une fiscalité anticapitaliste qui donne aux États les moyens de financer leur politique* ». **Il faudrait donc que notre parti fasse appel aux « États » sans précision sur leur nature de classe, sans la perspective de leur destruction** en tant qu'institutions bourgeoises, comme s'ils pouvaient être mis « *au service de la société* » (la PX le dit au sujet du crédit). Là aussi, la frontière avec le réformisme devient bien floue.

- On nous dira peut-être que la PX manie avec subtilité l'art de la « transition »... Elle précise que cette « *politique ne pourra être mise en œuvre que par un gouvernement démocratique des travailleurs et de leurs organisations politiques et syndicales qui refuse l'austérité s'appuyant sur la mobilisation et l'organisation des travailleurs et de la population et qui leur donne les moyens d'exercer leur contrôle sur toute la marche de la société* ». Mais son axe stratégique n'est pas d'amener les consciences au programme révolutionnaire en partant des revendications (la démarche transitoire comme « pont »). La PX soutient que « *la crise met cette question (du gouvernement anti-austérité) à l'ordre du jour* » et elle s'adresse immédiatement, à froid, par en haut, aux « *organisations du mouvement ouvrier qui ne participent pas au gouvernement* » — en fait avant tout au FdG, sans critiquer son programme et sans conditions pour les luttes.

Bref, **la PX propose une « alternative politique » commune avec les réformistes, donc un programme compatible, axé sur l'intervention keynésienne de l'État** — avec bien sûr la mobilisation des masses en appui. Cette orientation conduirait le NPA sur le terrain du FdG. Il est crucial de la rejeter.

C. (Meuse, CNE) et L. (Paris, CPN sortant), PZ/Tendance CLAIRE.

# II Critique de la plateforme Y

## II.1 : Sur la démarche transitoire : la plateforme Y au milieu du pont

Comme nous, la PY polémique contre l'« alternative politique » commune avec le FdG que propose la PX. Mais elle soutient aussi que, de façon générale, l'alternative politique ne serait pas une condition des victoires sociales. Nous ne partageons pas cette idée, socle de son « parasindicalisme ». **Pour avoir envie de se battre et se radicaliser, les travailleur/ses et jeunes n'ont pas besoin seulement de revendications, mais aussi d'espoir politique**, de l'idée qu'un autre monde est possible, que le socialisme n'est pas une utopie. La recrudescence des luttes et celle des idées révolutionnaires vont de pair. C'est pour cela, pas seulement pour des tâches d'implantation et d'organisation (nécessaires mais non suffisantes), qu'il faut un parti révolutionnaire, **donc avant tout un programme révolutionnaire**.

La PY pose par ailleurs l'objectif du pouvoir des travailleurs, d'une société socialiste, et revendique une démarche transitoire. Pour la première fois, la PY ne reprend pas la formule confuse du « programme d'urgence » hérité de la LCR. Jusqu'à présent, la P2 avait fait bloc avec la direction sur des résolutions qui refusaient de poser la question du pouvoir et des revendications transitoires, votant systématiquement contre les amendements P4 dont elle reprend désormais le contenu !

Mais la façon dont la PY formule la démarche transitoire reste à notre avis inconséquente. Selon elle, avec le développement de la crise, « *la question d'un gouvernement des travailleurs comme mot d'ordre transitoire en partant des luttes pour aller vers le renversement du capitalisme peut acquérir dans ces circonstances une grande importance* ». **Cela revient à faire du gouvernement des travailleurs non l'objectif auquel se relie systématiquement les revendications transitoires, mais un mot d'ordre hypothétique dépendant des « circonstances »**. La PY ajoute même : « À l'étape actuelle en France, cela vise à répondre à la question : "que feriez-vous à la place de Hollande ?" » Bref, il ne faut en parler que si vraiment on nous le demande ! Concrètement, au lieu d'expliquer que l'interdiction des licenciements, par exemple, ne pourra être décidée que par un gouvernement des travailleurs, la PY articule ce mot d'ordre au « *contrôle généralisé sur l'embauche et l'organisation du travail* ». Mais cela n'a rien à voir ! Un tel contrôle est compatible avec le capitalisme : le FdG lui-même réclame une forme de « contrôle » sur les licenciements (veto suspensif, interdiction administrative...).

Dans des « circonstances » pourtant bien pires que les nôtres, marquées par l'écrasement du prolétariat, en 1938, Trotsky a défini la démarche transitoire : « *Il faut aider les masses, dans le processus de leurs luttes quotidiennes, à trouver le pont entre leurs revendications actuelles et le programme de la révolution socialiste. Ce pont doit consister en un système de revendications transitoires, partant des conditions actuelles et de la conscience actuelle de larges couches de la classe ouvrière et conduisant invariablement à une seule et même conclusion : la conquête du pouvoir par le prolétariat.* » C'est ce que défend la PZ, et nous proposons à la PY d'aller jusqu'au bout du pont...

L. (Paris, CPN sortant) et S. (Brest), PZ/Tendance CLAIRE

## II.2 : Au-delà des textes de congrès, questions à la plateforme Y

À lire leurs textes de congrès, on constate une radicalisation politique des camarades qui portent la PY (ex-P2 pour la plupart). La crise du NPA les conduit à souligner, au-delà des problèmes d'orientation et de direction, les failles du projet fondateur et à avancer des propositions pour un NPA révolutionnaire. D'où la colère de la PX qui, ayant échoué à « rassembler », avant même le congrès, sur son « Projet du NPA », tente maintenant d'empêcher les débats de fond en dramatisant, accusant mensongèrement la PY de préparer la rupture du parti... Nous qui portons depuis la fondation l'idée d'un NPA révolutionnaire et d'une grande tendance commune pour y parvenir, nous réjouissons de ces évolutions. Nous persistons plus que jamais à vouloir débattre avec la PY. D'où nos questions :

- La PY abandonne la formule dangereuse de l'« opposition de gauche » par laquelle la PX justifie sa proposition d'une « alternative politique » commune avec le FdG. Pourtant, encore au CPN de septembre, la majorité de la P2 a voté *contre* notre proposition d'enlever cette formule de la résolution... co-écrite par elle et la P1A. Au-delà des textes de congrès, s'agit-il d'un renoncement définitif aux compromis avec la PX concernant le FdG ?

- La PY ne reprend plus la formule confuse du « programme d'urgence », propose désormais l'objectif du pouvoir des travailleurs et une démarche transitoire. Au-delà de notre divergence sur celle-ci (objet d'un autre texte du BI), nous demandons : après le congrès, la PY va-t-elle se battre pour une démarche transitoire du NPA, articulée à l'objectif du gouvernement des travailleurs ? Va-t-elle cesser de voter contre nos propositions en ce sens comme elle l'a fait à chaque CPN — ou en tout cas faire ses propres propositions... comme elle ne l'a jamais fait jusqu'à présent ?

- Si l'addition des voix PY/PZ est supérieure aux voix PX, la PY voudra-t-elle constituer une nouvelle majorité pour diriger le parti sur une ligne révolutionnaire ? Ou fera-t-elle un accord sans contenu avec la PX... pour une majorité centriste, comme à la CN de 2011 ?

- Plus généralement, la direction de la PY va-t-elle continuer à dresser contre nous un « cordon sanitaire » (ou plutôt sectaire !) ... alors que l'évolution des positions permet plus que jamais des convergences ?

- La P2 avait joué un rôle décisif pour empêcher notre exclusion par la direction lors du congrès de 2011, prouvant son attachement au droit démocratique des tendances. Mais, là où elle dirige, il lui arrive de régler les divergences politiques par des mesures administratives. Lors du congrès parisien de 2011, elle a empêché, avec la P1A et la GA, que notre plateforme soit représentée à la proportionnelle (secrétariat et même délégué-e-s). Aujourd'hui, elle empêche que les camarades PZ de Paris-8 militent... au comité de Paris-8. Et un des principaux dirigeants PY propose l'amendement 14 aux statuts pour donner un « droit de veto » aux prétendues « instances supérieures »... contre les décisions des comités concernant l'adhésion de certain-e-s camarades. La PY assume-t-elle ces mesures antidémocratiques ?

Autant de questions dont nous voulons discuter et que nous poserons aux AG électorales pour que, au-delà des textes, les camarades puissent se faire leur propre opinion.

*L., L. et M., CPN sortant, PZ/Tendance CLAIRE*

## **III Critique de la plateforme W**

### **La plateforme W ne propose pas, malgré ses objectifs affichés, de faire changer le NPA de cap**

Le texte de la PW a le mérite de sortir enfin de l'alternative entre « parti efficace » et « parti à l'image de la société que nous voulons », c'est-à-dire de l'alternative « la fin ou les moyens ». En partant du contexte de délégitimation des organisations politiques et syndicales, il propose un fonctionnement du NPA plus inclusif. Plusieurs pistes : faire des efforts sur notre manière de nous exprimer, repenser l'organisation des débats, mieux prendre en compte les rapports de genre, d'âge et de classe au sein du NPA, mettre les comités au centre du processus. Et puis des choses qui font du bien à lire : le plaisir comme moteur du militantisme (au lieu du simple sens du devoir), la diversité comme une richesse, les débats perçus comme une source d'enrichissement, pas simplement de division.

Mais il manque une analyse plus profonde de cette crise des organisations du mouvement ouvrier. Leur bureaucratisation les a menées à s'adapter au système et à trahir les luttes, et c'est de ces trahisons que provient principalement la défiance qu'elles suscitent aujourd'hui. Il faut donc aussi des réponses en termes de programme politique : via l'intervention dans la lutte de classes mais aussi via la dénonciation et le combat contre les bureaucrates syndicaux, parfois une condition pour convaincre nos collègues de rejoindre les syndicats !

Sur le fond politique, le texte propose d'« articuler le programme d'urgence et le projet de société ». C'est une considération très importante, réponse saine au refus de la direction de mettre en avant un programme réellement différent de celui des réformistes, se contentant de mesures d'urgence un peu plus à gauche. Mais cette considération du texte n'est pas matérialisée par la proposition d'un programme qui articule revendications immédiates et question du pouvoir.

Le texte W est cependant le seul avec le nôtre à mentionner l'importance de parler d'une autre société, de celle dont on rêve et pour laquelle on se bat, au-delà de la première étape du gouvernement des travailleurs.

Mais le principal problème de ce texte, c'est tout ce qui n'y est pas : il ne propose pas d'orientation pour le NPA, et laisse de ce fait les autres décider des priorités d'implantation, de la politique qu'on devra mener à l'égard des syndicats, du Front de Gauche, etc. Le texte reconnaît pourtant que l'un des torts du NPA est d'avoir « évité les questions épineuses ». Mais il met tout le monde dans le même panier sous couvert de s'en prendre aux « tendances », sans cerner les responsabilités des unes et des autres, notamment celles de la direction. De plus, tout en disant qu'il y a une « crise d'orientation », il ne propose pas grand-chose de concret. D'ailleurs, la plateforme souligne qu'elle « ne cherche pas à conquérir le "pouvoir" dans le parti », ce qui revient en réalité à refuser de proposer une véritable alternative à la direction actuelle du NPA.

L. (13è, CPN, PZ/tendance CLAIRE) et M. (Sorbonne, CPN, PZ/tendance CLAIRE)